



Liberté de circulation ! Liberté d'installation ! "No one is illegal"

Depuis le mois de janvier, plus de 3000 réfugiés sont morts sur les chemins de l'exil, en essayant de rejoindre l'Europe. Ces hommes, ces femmes, ces enfants, après avoir subi de multiples violences (guerre, bombardements, tortures,...), dans leur pays d'origine et lors de leurs parcours migratoires chaotiques, se heurtent aux "murs" des législations et dispositifs de l'Union Européenne : règlement de Dublin, agence de surveillance et de contrôle des frontières (Frontex)...

À ces dispositifs, auxquels participent les gouvernements français et allemand, s'ajoutent des dispositifs des États nationaux. Ainsi en France, l'actuel gouvernement a laissé en place les politiques restrictives en matière d'accueil et de droit d'asile prises précédemment (notamment par Sarkozy). De plus, de nouveaux textes (loi sur l'asile, loi sur le droit des étrangers), sous couvert d'apporter des améliorations en matière de séjour, perpétuent voire aggravent la précarité des personnes en situation régulière. Ces textes prévoient d'accentuer encore la chasse aux étrangers et la surveillance de la population en autorisant notamment la préfecture à consulter, à tout moment, les données de nombre d'organismes (établissements scolaires et du supérieur, Sécurité sociale, poste, banques...)

Les gouvernements de nos pays ont une large part de responsabilité dans cet exode massif de réfugiés : soutien politique plus ou moins masqué et ventes d'armes aux dictatures qui écrasent leurs peuples, sans parler des interventions militaires et du pillage économique. Quant à la Syrie, d'où affluent aujourd'hui massivement les réfugiés, les gouvernements des États-Unis et d'Europe ont choisi depuis 4 ans de laisser pourrir la situation. Bachar al-Assad peut donc, depuis 4 ans, avec son appareil militaire et policier torturer et massacrer quotidiennement la population.

C'est par millions que les Syriens fuient ces massacres, la destruction du pays, la misère et les spoliations... La sauvagerie de Daech en rajoute dans cette tragédie dont est victime le peuple syrien. Elle ne doit pas faire oublier que celle du régime continue, avec l'objectif d'anéantir la résistance d'un peuple qui s'est soulevé contre plus de quarante ans de dictature. Ce pourquoi le combat pour en finir avec Assad et avec son régime demeure parfaitement légitime.



Hollande a annoncé l'extension à la Syrie des bombardements français contre Daech, jusque-là cantonnés à l'Irak. Quel rapport avec la question des réfugiés ? Quelle utilité alors que les bombardements américains ont montré leur inefficacité pour stopper Daech ? Alors que l'armée d'Assad contrôle le ciel syrien, cela n'implique-t-il pas une collaboration entre l'armée française et l'armée d'Assad ?

Au-delà des gesticulations médiatiques, s'agit-il de préparer un changement stratégique de la politique française ? Pour renoncer à l'exigence d'en finir avec Bachar al-Assad et le reconnaître comme un interlocuteur indispensable. Ce que réclament de longue date et de plus en plus fortement nombre de voix au plan international et en France...

Dans le même temps, on laisse le gouvernement Erdogan intensifier sa guerre contre les Kurdes, pourtant en première ligne face à Daech...

Il faut déplorer l'insuffisance de la solidarité du mouvement ouvrier international, lequel devrait être en première ligne pour apporter de l'aide au peuple syrien, et aux autres peuples de la région qui se voient privés de leurs droits. Celle-ci pèse lourdement dans l'isolement des combats de ces peuples contre les dictatures, les guerres et la misère...

Cette solidarité est plus que jamais nécessaire et urgente, comme l'est aussi l'accueil en France de tous les réfugiés qui en font la demande : un accueil digne de ce nom, pérenne (régularisation), libre de toute surveillance. Ce qui implique de dénoncer et d'imposer que cessent les violences exercées en France (procédures de tri, de rétention administrative, de surveillance de la population, d'expulsion, etc.) et de combattre les lois qui le permettent.

Il faut en finir avec FRONTEX, le dispositif de Dublin et toutes les lois sur les étrangers qui entravent la liberté de circuler.